

T2137 - 702 - 8,00 F



abdo

DOSSIER « ELECTIONS »
PORTRAIT DE MITTERRAND

le monde

ISSN 0026-9433

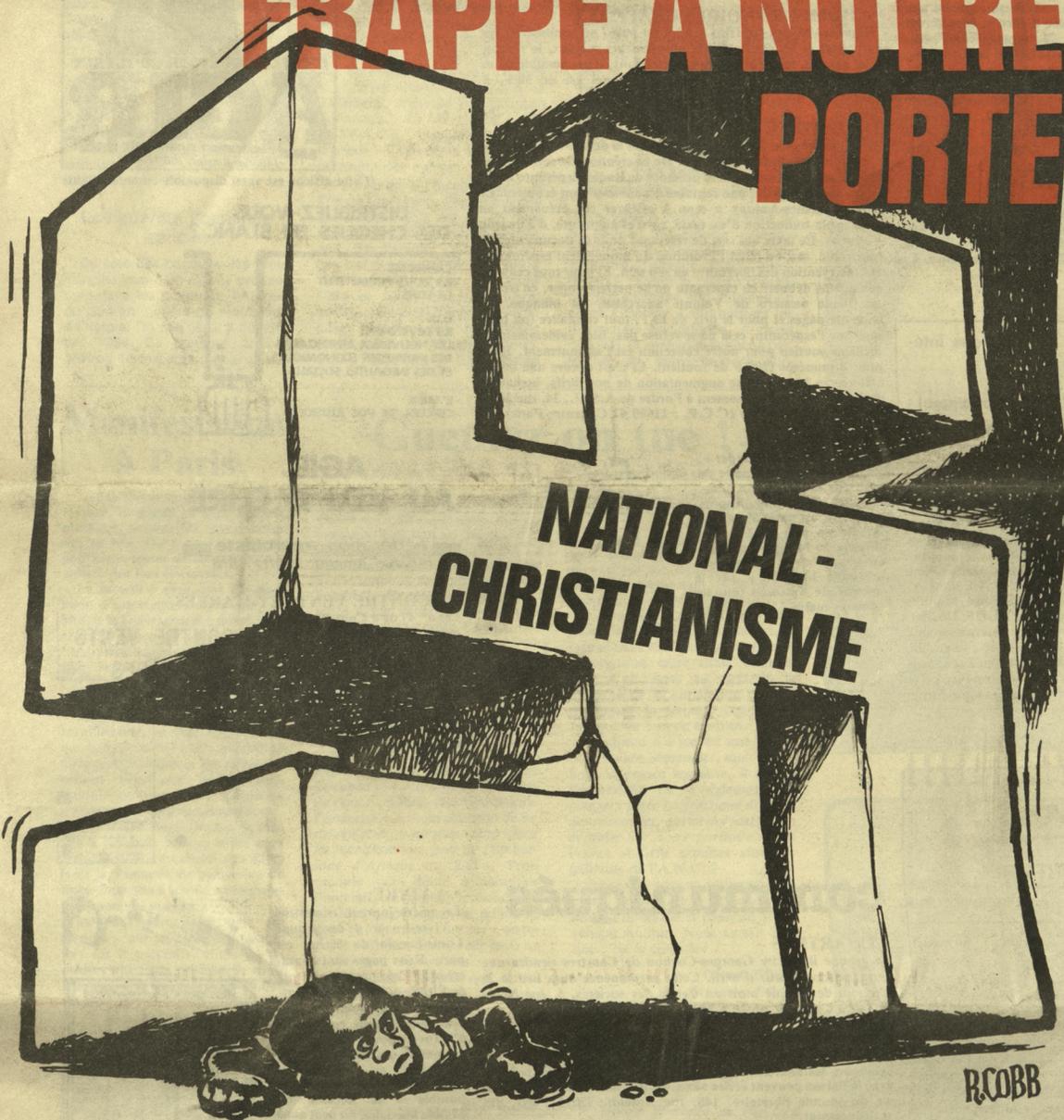
Libertaire

de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°702 JEUDI 7 AVRIL 1988 8,00 F

L'APARTHEID FRAPPE A NOTRE PORTE



Récemment des députés libéraux nous assuraient que l'apartheid n'existait plus. Pourtant il se durcit en Afrique du Sud et Botha s'offre des chasses en Europe. Il y trouve des complicités : les assassins sont solidaires...

L'ASSASSINAT, mardi 29 mars au matin, de Dulcie September devant la porte du bureau parisien de l'A.N.C. confirme deux choses. La première, le gouvernement de Prétoria, a décidé dorénavant d'exécuter ses opposants jusqu'en Europe pour prolonger le terrorisme qu'il exerce contre les populations d'Afrique du Sud. La seconde, c'est que la France n'incarne ni le pays des droits de l'homme ni celui de la terre d'asile.

Fondé en 1912, l'A.N.C. (African National Congress) est considéré par le gouvernement sud-africain comme l'ennemi public numéro un. Ainsi, ses militants sont continuellement pourchassés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Mais jusqu'à présent, l'extérieur c'était essentiellement les Etats limitrophes, bases arrières du mouvement nationaliste anti-apartheid. C'est le Botswana qui récemment encore a fait l'objet d'un raid meurtrier de l'armée sud-africaine ; c'est le Swaziland, royaume « indépendant » où les policiers sud-africains chassent ou kidnappent à volonté le militant A.N.C. ; c'est aussi le Mozambique, contraint d'expulser les militants A.N.C.

Les agents de Prétoria en Europe

Dorénavant, l'extérieur s'étend jusqu'en Europe. Déjà condamné diplomatiquement sur le plan international, le gouvernement de Botha ne craint plus de perdre grand chose de ce côté là. Sur le plan intérieur, le renforcement de la droite néo-nazie le déstabilise électoralement. Pour récupérer une partie de cet électorat avant les élections municipales qu'il espère organiser en novembre, le gouvernement de Botha accroît sa violence et s'enfoncé toujours plus dans la terreur. Dulcie September a été tuée aussi pour ces raisons politiques.

Elle n'aura pas été la première cible des agents du National Intelligence Service de Prétoria. En juillet dernier, les représentants de l'A.N.C. à Londres échappent de peu à un kidnapping. Les quatre hommes chargés de l'enlèvement, après avoir reconnu agir pour le compte des services sud-africains seront relâchés pour absence de preuves en novembre. Le 4 février,

(Lire suite page 3)

MAI 68

Interview d'un ancien étudiant de Nanterre

PAGE 5

F°P. 2520

communiqués éditions éditions

• **CHERBOURG**
Le groupe de Cherbourg organise une soirée-débat sur le thème : « Les libertaires face aux élections », le vendredi 8 avril à 20 h 30, à la Maison pour tous, square du Gâtinais, 50130 Octeville.

• **TOULON**
Le groupe région toulonnaise organise, vendredi 15 avril à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon un meeting anti-électoral : « Agir au lieu d'élire », avec Yves Peyraut (animateur à Radio-Libertaire). Il y aura une table de presse.

• **AUBENAS**
Le groupe d'Aubenas organise un meeting anti-électoral sur le thème « Agir au lieu d'élire », le jeudi 14 avril à 20 h 30, salle Marcel-Gimond, au Château d'Aubenas, avec la participation d'Yves Peyraut (animateur à Radio-Libertaire).

• **PARIS**
Le groupe Paris XV^e de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur le thème « Agir au lieu d'élire », le mercredi 13 avril à 20 h, salle du Patronage laïc, 72, avenue Félix-Faure, Paris XV^e (métro Boucicaut ou Lourmel). Entrée libre.

• **SEVRAN-BONDY**
Le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat, le samedi 9 avril à 20 h 30, au Centre A.L.F.A. de Bondy, 3, allée des Pensées (donnant sur le 132, avenue Gallieni, route nationale 3). Le thème sera : « Les anarchistes face aux élections ».

• **BOURGOIN-JALLIEU**
Le Collectif anarchiste et le groupe de la Fédération anarchiste de Bourgoin organisent une conférence-débat : « Agir au lieu d'élire », avec Yves Peyraut, le samedi 16 avril à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champfleuri, 38300 Bourgoin-Jallieu. Un stand de presse sera tenu.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

sommaire

PAGE 1 : Afrique du Sud — PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Dans le monde : Afrique du Sud (suite de la page 1), Extradition, Édito, Amis lecteurs — PAGE 4, Luites : Ecoles normales, S.N.E.C.M.A., Meeting contre l'isolement, Devaquet à la fac de Brest, Manifestation contre la venue de Le Pen à Nantes — PAGE 5, Dossier : Mai 68 : interview — PAGE 6, Informations internationales : Madrid, Situation brésilienne, Appel à la solidarité internationale, Gibraltar, Journées libertaires sur Mai 68 en Espagne — PAGE 7, Archives : La Révolution française vue par Pierre Kropotkine — PAGE 8, Politique : Portrait de François Mitterrand.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n ^o	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n ^o	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n ^o	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n ^o	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n^o.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

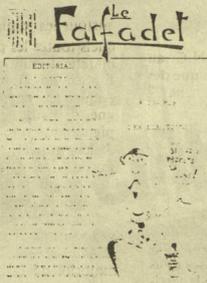
• « **ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49** »
Le n^o 14 d'« Alternative libertaire 49 » est paru. On peut se le procurer contre deux timbres à 2,20 F. On peut aussi s'abonner pour 25 F pour 4 numéros, chèque à libeller à l'ordre de A.D.E.I.R. et à envoyer à : Groupe F.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers.



• « **HUMEURS-NOIRES GRAFFITI** »
« Humeurs-Noires Graffiti » n^o 3 est paru, au sommaire : les anarchistes et les élections, les mouvements sociaux, le revenu social garanti, les lycéens face aux élections. Il est possible de se le procurer pour 3 F, l'abonnement annuel est de 30 F, à A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.

• « **VOLONTÉ ANARCHISTE** »
« Une langue pour tous l'Espéranto » est la dernière parution de la collection Volonté anarchiste. De la création de cette langue par le docteur Zamenhof à la présence de Radio-Espéranto sur la fréquence 89.4 MHz, une centaine d'années se sont écoulées. Le groupe Fresnes-Antony a tenu à célébrer cet événement en publiant la traduction d'un texte, revu et augmenté, d'Eduardo Vivanco. Ce texte qui sert de référence pour sa documentation historique, met en relief l'évolution du mouvement espérantiste et l'intervention des libertaires en son sein. Et pour tous ceux qui souhaitent débiter en espéranto ou se perfectionner, ce trente-quatrième numéro de Volonté anarchiste est bilingue. En soixante pages et pour le prix de 20 F, tout connaître (ou presque) sur l'espéranto, cela ne se refuse pas. Bien évidemment, le meilleur soutien pour notre collection est l'abonnement, 150 F pour 8 numéros (200 F de soutien). Et c'est encore une bonne affaire, vu la prochaine augmentation de nos tarifs, inchangés depuis quatre ans. Versement à l'ordre de A.S.H., 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony (C.C.P. : 21600 42 C, centre Paris).

• « **FARFADET** »
Le numéro 2 du « Farfadet », journal édité par le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste et des sympathisants libertaires, est paru. Il est disponible au prix de 3 F à la librairie du Monde libertaire, ou lors des ventes du « Monde libertaire » sur le marché de Talensac tous les samedis matin.



communiqués

• **CHARTRES**
Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tiendra une permanence à partir d'avril. Cette permanence aura lieu le 2^e mercredi de chaque mois au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait à Chartres, de 20 h 30 à 22 h 30.

• **BRIANÇON**
Une liaison de la Fédération anarchiste est en formation sur Briançon, les anarchistes de la région désirant prendre contact avec la liaison peuvent écrire aux Relations Intérieures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettront.

• **ANNECY**
Un individuel d'Anancy vous informe qu'une liaison est en formation dans cette ville. Il invite toutes les personnes intéressées à entrer en contact avec lui par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n^o 55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

• **AFFICHES**
Deux nouvelles affiches viennent de paraître. Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire aux prix de 5 F l'unité ; de 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; et de 1 F à partir de 50 exemplaires.

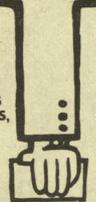


(Cette affiche est aussi disponible en autocollant)

DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

CANDIDATS:
ILS VOUS PROMETTENT LA LUNE.
ELUS:
ILS DEVIENNENT LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES DES PRIVILEGES ECONOMIQUES, ET DES INEGALITES SOCIALES.

L'URNE
CERCUEL DE VOS ILLUSIONS



AGIR AU LIEU D'ELIRE

Fédération anarchiste
145, rue Amelot 75011 PARIS

• « **CONTRE VENTS ET MARÉES** »

Le n^o 47 de « Contre vents et marées » est sorti ; il est possible de se le procurer en écrivant à « Contre Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Le prix est de 2 F le numéro, et l'abonnement de 50 F par an.



• « **VIVRE** »

Le micro-journal trimestriel « Vivre ! » n^o 4 du groupe Louis-Lecoq de Melun est paru. Deux pages sont consacrées à l'Espagne (événements de Vitoria et soutien aux compagnons emprisonnés), les deux autres sont composées d'informations régionales, nationales ou internationales. Son prix est toujours à l'appréciation du lecteur. Disponible à la librairie du Monde libertaire, on peut aussi le commander à : Groupe Louis-Lecoq/U.P. 77, B.P. 123, Dammarié-les-Lys.



Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

AFRIQUE DU SUD

C'est pas de l'amour, c'est du commerce !

DEPUIS 1958, début de la cinquième république, les gouvernements qui se sont succédés en France ont perpétué un soutien constant au régime sud-africain. Un soutien qui s'est illustré notamment dans les domaines stratégiques de l'armement et du nucléaire.

Les entreprises françaises, au nombre de 120, représentent un investissement de 14 milliards de francs en Afrique du Sud. La circulaire du 24 juillet 1985 contrôlant les investissements n'interviendrait que sur une centaine de millions par an. Parmi quelques entreprises présentes en Afrique du Sud, citons : Agache Wilnot, C.G.E., Spie Batignolles, Creusot-Loire, Sacilor, Air liquide, Alstom, Framatome, Thomson, Peugeot, Citroën, Renault, Dassault, Panhard, Lesieur, Schneider, l'Oréal, Guerlain, Pennaroya, U.T.A., Air France, Club Méditerranée... La liste est encore longue des entreprises boycottables.

Les intérêts financiers français

Du côté des banques, les prêts français jouent un rôle de premier plan dans les projets de l'Afrique du Sud en matière de production d'énergie. De juin 1982 à décembre 1984, 23 banques prêtent environ 10 milliards de francs. Le

double des dix-huit mois précédents. Les banques les plus concernées sont : le Crédit commercial de France, le Crédit lyonnais, la Société générale, Parisbas, le groupe Indosuez (avec sa filiale sud-africaine : French bank of South Africa).

Un exemple de financement : les usines Sasol II et III, financées pour 3 276 millions de rands (un rand valant environ 7 F) par des crédits à l'exportation et par des actions (pour 4 millions de rands) achetées par la France et la R.F.A. et cédées en Bourse à Paris depuis. D'autres exemples : Kœberg, le programme nucléaire, financé à 28% par un groupe français (à sa tête le Crédit lyonnais et la banque Indosuez) ; l'usine d'enrichissement d'uranium à Valindaba, financée par le Crédit lyonnais, la B.F.C.E., la C.O.F.A.C.E. L'argent n'a pas d'odeur ? Celle de la sueur et de la misère des autres.

Pour ce qui est du commerce, la France représente 4% du marché sud-africain. Elle est au 7^e rang mondial des clients et au 5^e rang des fournisseurs. Les échanges ont augmenté de 50% entre 1981 et 1986, et de 25% entre 1984 et 1985. En 1984, vingt-quatre missions françaises sont allées étudier les possibilités d'expansion en Afrique du Sud, avec l'aide du P.E.E. (poste

d'expansion économique) de l'ambassade de France. Le commerce, et notamment l'équipement n'intéresse pas uniquement les entreprises (dont les investissements sont payés sur fonds publics) mais au premier chef, les ministères. Ainsi, pour la Direction des affaires économiques internationales du ministère de l'Équipement et des Transports (ouf !) : « l'aménagement des villes réservées aux gens de couleur en Afrique du Sud (Townships) offre de multiples domaines d'intervention dans le domaine de l'habitat. (...) Il convient de ne pas se laisser distancer par la concurrence... ». On voit le côté social de la chose. Mais qu'il soit de droite ou de gauche le gouvernement reste confronté à ce satané déficit du commerce extérieur ; ça vaut le coup que d'autres continuent de crever, non ?

Les intérêts nucléaires et militaires

De 1960 à 1971, la France fut le premier fournisseur d'armes en Afrique du Sud (Mirages, hélicoptères, Transall, chars, munitions...). Durant la guerre d'Algérie, les militaires sud-africains en stage à Saclay y apprendront les techniques anti-guérilla. A partir de 1968, la vente des licences permettra au gouvernement sud-

africain de fabriquer son propre armement. Quant au matériel de transmission, il sera mis au point par Thomson C.S.F.

Fin 1981, le Conseil de sécurité de l'O.N.U. vote un embargo sur les armes ; ce qui n'empêchera pas, en juillet 1981, novembre 1982, le bateau danois « Tine-maru » de livrer chaque fois 56 tonnes de munitions en Afrique du Sud officiellement destinées... à l'Argentine, autre pays des « droits de l'homme ». Depuis, notamment grâce à l'Irangate ou à « l'affaire Luchaire », on sait que ces pratiques du trafic d'armes continuent de prospérer.

Au milieu d'une concurrence internationale effrénée, la France signe, en 1976, le contrat de la

première centrale nucléaire Kœberg pour 8 milliards de francs. Framatome fournit la technologie et le carburant produit à partir de l'uranium d'Afrique du Sud et de Namibie. Spie Batignolles exécute les travaux de construction et Alstom fournit les turbogénérateurs. Le financement est, à 82%, français (400 ingénieurs et techniciens français s'installent pour la construction à 5 kilomètres de Kœberg). Le 25 juillet 1985, lendemain de l'annonce de sanction par Fabius, Framatome annonçait que le deuxième et dernier réacteur de Kœberg était rattaché au réseau électrique... La France continue à fournir de l'uranium enrichi.

C. P.

Manifestation à Paris

Depuis l'assassinat de Dulcie September, le mardi 29 avril à Paris, plusieurs actions de protestation ont eu lieu. On a pu voir certains politiciens tenter de récupérer cette mort à des fins électorales.

Le samedi 2 avril, une cinquantaine d'associations regroupées au sein de la Fédération des travailleurs africains, auxquelles s'est jointe la Fédération anarchiste, organisèrent une manifestation du siège de l'U.N.E.S.C.O. à l'ambassade d'Afrique du Sud.

Le relativement petit nombre de manifestants, environ 500, s'explique par la rapidité de l'organisation de la manifestation et par la date de celle-ci (week-end de Pâques). Enfin, les quartiers traversés n'étaient pas vraiment populaires.

Aux traditionnels slogans de soutien à l'A.N.C. se sont mêlés ceux dénonçant la complicité des Etats (voir la demande de protection de Dulcie September à la préfecture quelques jours avant son assassinat).

La couverture médiatique fut assurée... par les touristes rencontrés sur le parcours, alors que les médias n'ont pas manqué de souligner la présence de nos candidats favoris aux autres manifestations.

L. F.

Extradition

Le compagnon Mario Ines Torres a été extradé de Finlande vers l'Espagne (voir « Monde libertaire » n° 697), le 28 mars, trop tard pour vous le signaler dans le précédent numéro du « Monde libertaire ». Malgré ce décalage, nous vous invitons à protester auprès : de l'ambassade de Finlande au 39, quai d'Orsay, 75007 Paris (tél. : 47.05.35.45) ; et de l'ambassade d'Espagne au 13, avenue Georges V, 75008 Paris (tél. : 47.23.61.83).

Gueulez on tue !

(Suite de la page 1)

c'est sur le représentant A.N.C. au Bénélux, Godfrey Motsape, que des inconnus font feu. Le dimanche 27 mars, la permanence de l'A.N.C. à Bruxelles est la cible d'un attentat. Sur le soubirail de l'immeuble, une bombe de dix-sept kilos de T.N.T. reliée à une minuterie trop bruyante sera désamorcée à temps par la police. Et, le mardi 29 mars, Dulcie September est abattue à Paris. Quelques jours auparavant des agents sud-africains spécialisés dans l'action avaient pénétré sur le territoire français, d'après le journal *Libération*.

Une chose est sûre, Dulcie September se savait menacée et avait demandé une protection auprès des services de police. Au ministère de l'Intérieur « on » se contenta de lui conseiller de « ne pas traîner dans les manifestations près de l'ambassade d'Afrique du Sud ». Trop occupée sans doute à contrôler l'immigré, à expulser le clandestin ou le réfugié basque, la police ne peut pas terroriser tous les « terroristes ». Il faut bien qu'elle fasse un choix entre « terroristes » et terroristes ! D'un côté ceux qui, optant pour l'action violente, terrorisent

surtout les ministères et contre lesquels toutes les polices européennes marchent main dans la main, de France en Italie et d'Irlande en Angleterre en passant par l'Espagne, de l'autre côté ceux qui, ayant pignon sur rue, agissent sur ordres de leur gouvernement. Pour les premiers, c'est la balle sommaire ou une sévérité carcérale accrue, pour les seconds l'incognito ou au pire un refuge dans leurs ambassades avant négociations entre Etats « souverains » et retour au pays où la majorité de la population connaît réellement le terreur, comme en Afrique du Sud ou en Iran.

Pandraud n'a pas eu une parole pour Dulcie September, mais reprenant la pensée lepéniste, il a taxé l'assassinat de « règlement de comptes entre les fractions diverses des terroristes, qui ne doivent pas se dérouter sur notre territoire ». La France va-t-elle expulser aussi les militants de l'A.N.C. ?

Pasqua-Pandraud traitait de la même façon Dulcie September et Malik Oussekiné et pleurent sur le général Audran. Nous aussi ! Sauf que c'est le contraire...

Gérard COSTE
(Gr. Francisco-Sabate)

Amis lecteurs

Comme vous pouvez le remarquer, le *Monde libertaire* ne fait cette semaine que huit pages au lieu de douze. Une panne de machine de dernière minute nous a en effet obligé à réduire la pagination, sous peine de paraître avec beaucoup de retard.

Le prix est donc exceptionnellement lui aussi de huit francs au lieu de dix. Toute l'équipe du *Monde libertaire* vous prie de l'excuser pour ce poisson d'avril qui n'en est pas vraiment un, et vous donne rendez-vous la semaine prochaine avec un *Monde libertaire* rempli à ras bords.

Voici la liste des souscripteurs au *Monde libertaire* pour le mois de mars : DUFERTONT E. (50 F) ; FRANÇOIS J.-P. (200 F) ; ALLOT J.-M. (50 F) ; PERSICI V. (60 F) ; GIRAUD M. (60 F) ; anonyme (100 F) ; GIRAUD (60 F) ; LAPEYRE (210 F) ; HOCQUARD (100 F) ; BERTHELOT (310 F) ; KLEBEK (30 F) ; PUBLICO (45 F) ; EVENAS G. (70 F) ; GARCIA Jocelyne (50 F) ; EMERIAU (50 F) ; MIGNOTTE A. (50 F) ; REZAZGUI (50 F).

Total des mois précédents : 6 334 F
Total général 1988 : 7 879 F

Les administrateurs



Editorial

L'ARMÉE tue aussi en temps de paix. Ce n'est donc pas seulement par peur de la guerre que nous sommes antimilitaristes, d'ailleurs la guerre existe en permanence en différents points de la planète et nous ne cessons de dénoncer la boucherie. En l'espace de quelques jours trois avions militaires se sont plantés, dont un près d'une centrale nucléaire et un autre en plein centre d'un village de R.F.A. provoquant un vaste incendie. Il était armé... Si donc seul le pilote est mort c'est une grande chance, le village aurait pu disparaître.

Mais ici, c'est la paix. Là où la guerre fait rage, les villages disparaissent réellement comme au Kurdistan sous l'effet des armes chimiques irakiennes. Que faire contre un tel terrorisme exterminateur ? Il semble que le temps soit fini des immenses manifestations répétées dans les grandes villes du monde qui finissent par faire céder les Etats-Unis dans la guerre du Vietnam. On voit mal pourtant comment pourrait s'arrêter de telles calamités sans une immense mobilisation pacifiste.

Pour l'exemple irakien, il est connu que les deux principaux fournisseurs d'armes de l'Irak sont la France et l'U.R.S.S. Il est donc possible d'agir en France, qu'on se le dise, afin qu'un jour nous soyons assez nombreux pour entreprendre l'action victorieuse. Et d'abord remarquons bien qu'en l'occurrence Mitterrand et Chirac sont parfaitement coresponsables dans cette affaire.

Il va de soi, mais il ne faut jamais l'oublier (pas même le 24 avril et le 8 mai), que cette responsabilité est grave. Le « secret-défense » ne sert pas seulement à cacher l'origine des vraix-faux passeports mais essentiellement des entreprises inavouables de par leur vocation criminelle... Saura-t-on jamais si la libération d'Albertini, il y a quelques mois, n'a pas été échangée contre Dulcie September, tout comme celle de Goridj avec les otages retenus au Liban ? Une telle question n'est malheureusement pas insensée compte tenu du caractère excrémentiel de la politique.

ÉCOLE NORMALE

Coordination de la lutte

NOUS annonçons il y a peu de temps l'appel lancé par la coordination nationale des Ecoles normales à une manifestation le 19 mars à Paris. Deux à trois mille normaliens ont défilé aux abords du ministère de l'Éducation, tandis qu'une nouvelle délégation devait être reçue. La réponse qui nous fut donnée fut la même que la dernière fois : on enregistre nos revendications, le ministère est prêt à rediscuter certains points, sans préciser les quels.

Nous étions plus nombreux à la manifestation du 19 mars et pourtant, dans certaines Ecoles normales, la mobilisation n'a pas été facile. Les Ecoles normales à l'origine du mouvement ont commencé à connaître un certain essoufflement dès la manifestation du 1^{er} mars ; d'autres ont repris le flambeau et commencent elles aussi à se mobiliser plus difficilement.

Le principal obstacle est de continuer à engager le débat dans les

Ecoles normales alors que les gens rentrant de stage croisent ceux qui y partent... Coupures, effritement, des assemblées générales où il se passe peu de choses, découragement, telle est la trame de ces dernières semaines.

Pourtant, dans les discussions, les gens semblent toujours être aussi déterminés à en finir avec cet examen terminal et classant, ils placent cette lutte dans le cadre d'un mouvement massif dans toutes les Ecoles normales de France. Mais aujourd'hui, l'aspect massif du mouvement, ils le sentent moins. Deux manifestations, deux délégations reçues, 2 800 signatures déposées, une journée de grève et le ministère n'a pas bougé. Pâques est là, à la rentrée les deuxièmes années vont partir en stage de responsabilité pour deux mois, il sera difficile de garder le contact. Or, pour ce qui est de la suite des actions, ce sont les deuxièmes années qui pourront effectuer un boycott effectif de l'examen et pas les premières années. La mobilisation est variable suivant les Ecoles normales entre premières et deuxièmes années. Là où ce sont les premières années qui sont moteurs, com-

ment va s'enclencher maintenant la lutte contre l'examen ?

Les perspectives de lutte

Lors de sa dernière réunion, la coordination nationale a appelé les normaliens soit à boycotter l'examen terminal, soit à empêcher son bon déroulement. Chaque Ecole normale doit déterminer son mode d'action et ses modalités.

Le mot d'ordre de boycott n'est pas repris par toutes les Ecoles normales de la France, certaines d'entre elles n'y sont pas favorables et préfèrent organiser un blocage du déroulement des examens sous des formes diverses.

Ce travail d'organisation n'a fait que s'entâmer avant les vacances et devra réellement se mettre en place à la rentrée. Il est difficile de dire dès aujourd'hui vers quoi nous allons nous acheminer. Cependant le fait qu'une multiplicité de solutions soit ouvertes pour s'opposer à l'examen terminal et classant risque de semer un flou peu mobilisateur. C'est dommage vu l'urgence de gagner à l'approche des élections.

Monique FIGAROL

S.N.E.C.M.A.

Vingt ans après

APRÈS la grève des ouvriers de Chausson (sous-traitant de Renault) qui réclamaient 1 000 F d'augmentation de salaire, les ouvriers de la S.N.E.C.M.A. (qui construisent les réacteurs des Airbus) se mettent en grève, réclamant 1 500 F d'augmentation de salaire.

Ce mouvement, impulsé par les ouvriers de la fonderie, est suivi par 1 500 ouvriers sur les 2 500 de l'usine. La C.G.T. soutient la grève, à condition qu'il n'y ait pas de comité de grève. Les décisions se prennent donc en assemblée générale, et au cours de l'une d'elles, contre l'avis de la C.G.T. qui préférerait limiter l'action au blocage de la production de l'usine, l'assemblée décida d'envoyer une délégation dans une autre usine de la S.N.E.C.M.A. de la région parisienne.

Trois cent cinquante ouvriers se rendent donc dans l'autre établissement, et le comité d'entreprise qui les attendaient, ils pénètrent dans les ateliers, et mettent cette usine en grève. Dans cet établissement par contre, un comité de grève est élu. Poursuivant leur action, les ouvriers de la S.N.E.C.M.A. décident d'envoyer une autre délégation sur un autre établissement, à Lyon. Ils sont plus de 700 à s'y rendre en car. Mais la direction de Lyon, prévenue, barricade la porte d'entrée de l'usine. L'obstacle ne résiste pas longtemps face à des professionnels du travail des métaux, et les ateliers sont investis. L'usine se met alors en grève et élit un comité de grève.

Grâce à ces succès, le moral monte et le mouvement s'étend dans les ateliers. Une tentative de susciter un tel mouvement dans les usines Hispano-Suiza (qui collaborent à la fabrication de l'Airbus), elle, a échoué. Malgré tout, ces milliers d'ouvriers en grève n'ont pas l'écho de la presse (*l'Huma* comprise) et des médias, qui s'acharnent à étouffer l'information. Et ce *black-out* est décidé pour des raisons politiques évidentes. Des grèves de grande ampleur avant les élections signifient que les milliers d'ouvriers qui les animent n'attendent rien de la comédie électorale ;

la « droite » ou la « gauche » ne sont en rien une solution à leur situation, et ils l'ont bien compris.

Le gouvernement et les médias cherchent donc à étouffer l'affaire pour que le mouvement ne se répande pas dans les entreprises et dans la vie, en se rappelant que ça se passe vingt ans après... Mai 68.

PATRICK (Gr. de Créteil)

N.B. : la fabrication des réacteurs Airbus est assurée conjointement par une entreprise établie aux États-Unis. Or, cette usine est elle aussi en grève !

FAC DE BREST

Ô ministres intègres !

Depuis le mois de mars, l'agitation se poursuit sur le campus de Brest. En effet, cette faculté a toujours été en sursis aux yeux des autorités alors que sa zone d'influence s'étend sur trois départements. Le projet de l'État est, à long terme, de regrouper sur Rennes la formation, alors que cette faculté est loin et déjà surpeuplée. Il manque à Brest de nombreuses licences permettant de continuer ses études, notamment en informatique et en langues. Après une journée « fac morte » déclenchée par les étudiants et les enseignants, le ministre Valade a lâché une licence d'espagnol, période électorale oblige, pour ne rien céder sur l'essentiel. Dans le même temps, on apprend que les préparations au C.A.P.E.S. et à l'agrégation (concours d'enseignement) seraient concentrées dans un seul endroit par académie. Une décision toute jacobine qui n'incitera pas à pourvoir les nombreux postes vacants d'enseignants ! La grève a repris, le 22 mars une manifestation a été décidée en assemblée générale. Là-dessus, l'ancien ministre Devaquet a choisi ce contexte houleux pour venir présenter son livre. Aussitôt interpellé par des étudiants, Devaquet s'est refusé à critiquer le projet de loi de Valade. Cela ne l'a pas empêché de promettre de beaux jours grâce au libéralisme ! Un autre moment du débat fut tendu : lorsque François Rigal intervint pour exposer la responsabilité du ministre dans les événements de 1986. Son père, Denis Rigal, tint à ajouter ceci : « Le succès de votre livre, vous le tirez de la mort de Malik Oussekine, de la main de Patrick Berthet, de la dépression permanente de Jérôme Duval et de l'œil de mon fils. Pourquoi n'avez-vous pas démissionné avant ? Vous auriez pu sauver votre honneur et vous ne l'avez pas fait. »

Une façon claire de montrer qu'il n'y a pas de bons et de mauvais ministres départagés par de pseudo-états d'âmes, mais une seule responsabilité.

Il est proprement effarant que tous les gouvernements puissent berner le pays en promettant de développer l'université, alors qu'ils ont toujours fait le contraire. Les étudiants anarchistes seront toujours prêts à la riposte pour dénoncer les manipulations des partis concernant la culture et la recherche.

Groupe C.L.É.A. de Brest



François Rigal et Devaquet.

Manifestation contre la venue de Le Pen à Nantes

ANANTES, le 18 mars, a eu lieu une manifestation contre la venue de Le Pen, le soir même dans une salle de la ville. A l'appel de diverses organisations,

dont la Fédération anarchiste, nous nous sommes retrouvés 4 000 à affirmer notre opposition au fascisme, dans une ville déjà bien ternie par la peste brune (affaires

Roques, coups de force du G.U.D.).

L'ampleur de la manifestation a surpris nombre de gens, car il y avait autant d'antifascistes dans la rue que de nazillons nantais à s'agglutiner autour de leur « führer ». Même les chaînes nationales de télévision ont relaté l'événement.

Cette manifestation a en tout cas clairement montré que les Nantais étaient excédés des coups de force nazillons (tracts apprenant à démasquer les étrangers, destruction de locaux syndicaux à la fac) et qu'ils entendaient le faire savoir.

Il est cependant à regretter que le collectif organisateur se soit transformé en structure anti-égalitaire, permettant au P.S. (et à ses succursales) de se donner bonne conscience en prétendant être à l'initiative de la manifestation, ainsi qu'à une représentativité majoritaire.

L'ampleur et la spontanéité du mouvement ont prouvé aux pseudo-socialistes en quête de rédemption qu'il ne fallait pas confondre lutte contre le fascisme et campagne électorale. Seul un socialisme d'action directe peut s'opposer à la mainmise du Front national. Il importe de créer un réseau d'action concerté n'attendant rien des cantiques électoralistes, mais luttant sur le terrain, afin de supprimer l'influence fasciste à Nantes.

I. C.

Meeting contre l'isolement

Depuis plusieurs années, des détenus se battent contre l'isolement. Après les mutins de Besançon, en décembre dernier, la grève de la faim des militants d'Action directe a récemment relancé la lutte contre les quartiers d'isolement. Fin février, le Comité pour l'abolition de l'isolement carcéral (C.A.I.C.) a été créé.

Ses buts sont multiples : « Sortir de l'isolement l'ensemble des détenus le subissant ; abolir les quartiers d'isolement ; obtenir la suppression de toutes les formes de tortures et de brimades contre les détenus ; obtenir une clarification de la législation ayant pour but l'interdiction de l'isolement. »

Afin de sensibiliser un plus grand nombre de personnes, le C.A.I.C. organise un meeting le samedi 16 avril, à 19 h 30 à l'A.G.E.C.A. (1). A l'ordre du jour :

- de nouvelles informations sur la campagne ;
- des témoignages d'anciens détenus et de parents ;
- des interventions de médecins et d'avocats ;
- débat.

Parmi les premiers signataires de la plate-forme du C.A.I.C. figurent : l'A.P.A.D., le Comité Justice-Prison de Gennevilliers, l'émission de radio « Parloir Libre », l'Association des parents de détenus aux Baumettes, le collectif « Otages », le C.R.I., le collectif « Minerve », l'Association contre l'enfermement, le Comité libertaire anti-incarcération, le Théâtre du Fil, l'Association de défense des prisonniers suisses, l'Office des droits des détenus (Canada), maître Assous, Raoul Sangla (réalisateur), Haroun Tazieff (vulcanologue), Jacques Dugrand (librairie Choc, à Lyon), Monique Bayle, Albert Jacquard (généraliste), Serge Quadrupani (écrivain), Denis Lecacheux (ex-infirmier à Fleury-Mérogis), Bernard Langlois (journaliste)...

CRISTOPHE (Gr. Berneri)

(1) A.G.E.C.A., 177, rue de Charonne, 75011 Paris (métro Alexandre-Dumas).



Nous poursuivons notre série d'interviews de personnes « ayant vécu 68 ». Ces différents itinéraires ont été recueillis par « Chronique syndicale », émission de Radio-Libertaire. Bernard est aujourd'hui professeur. En 1968, il avait 19 ans. Il nous raconte ici son entrée à la faculté de Nanterre en octobre 1966 et sa participation aux événements, c'est pas triste !

Le comité de rédaction

— Bernard : J'étais parti pour être un magistrat, un énarque. Je suis aujourd'hui un professeur certifié ; il y a peut-être peu de différences en terme de catégories socio-professionnelles, mais je me sens absolument lié aux travailleurs... Je me sens un travailleur, un intellectuel bien sûr... un petit-bourgeois... Mais, je ne sais comment l'exprimer, Mai 68 a changé ma vie... même si le changement peut paraître peu important.

— « Monde libertaire » : C'est-à-dire qu'avant 1968, tu expliques toi-même que tu voulais détenir un peu de pouvoir... La rencontre avec Mai 68 te fait prendre conscience de la rencontre avec un contre-pouvoir, donc retourne un peu ta perspective ?



— B. : Oui, mais, pour moi, Mai 68 a commencé plus tôt. J'étais à la fac de Nanterre. Et le plus important s'est passé entre mon arrivée, en octobre 1966, et le 13 mai 1968, où j'étais dans le cortège du 22 mars à la gare de l'Est. Se retrouver deux millions dans la rue alors que nous n'étions que quelques dizaines au début, je ne sais pas... ça a été une émotion extraordinaire. Et, en même temps que j'avais cette émotion, d'avoir été sinon à l'avant-garde — ce n'était pas vraiment ma préoccupation —, du moins l'impression d'avoir été de ceux qui avaient commencé, et de ne pas comprendre comment on était devenu si nombreux en si peu de temps... Encore maintenant j'ai une grande difficulté à reconstituer dans ma tête le puzzle des événements, à mettre des dates, à périodiser... Le temps n'était pas tout à fait comme d'habitude.

Interview d'un ex-étudiant de Nanterre

MAI 68

J'habitais Rueil-Malmaison, c'est une banlieue bourgeoise. Nous logions dans un immeuble modeste — accession à la propriété. J'ai pris l'autobus (...) et suis arrivé place de La Boule, à Nanterre. J'ai demandé où était la fac, un type m'a dit : « Vous continuez par là-bas ». Il y avait une grande avenue, j'ai marché longtemps, et je suis arrivé près d'un grand bidonville. Je n'avais jamais vu ça de ma vie ! C'était à cinq kilomètres de chez moi, même pas.

C'était un immense bidonville où vivaient 20 000 personnes. Il s'appelait le « bidonville de la folie », et se trouvait devant la préfecture actuelle... Ça a été un vrai choc, je ne savais pas qu'un tel sous-développement existait en France... Ensuite, j'ai tourné sur la gauche, je suis passé devant un groupe d'immeubles, « Les Provinces françaises », et je suis arrivé près d'un espèce de no man's land où se trouvait une cabane en bois. Ça faisait vraiment « Nuit et Brouillard » comme ambiance. Derrière ce no man's land, un endroit incertain, un ancien camp de l'armée où l'on avait construit à la va-vite un grand truc long, près d'une caserne de gardes mobiles, une aberration architecturale. La fac de Nanterre !

Je me souviens aussi d'avoir lu sur un mur : « F.L.N. vaincre », signé « J.C.R. ». C'est marrant parce que ça allait être mon organisation quelques années plus tard. Mais je me disais alors : « Qu'est-ce que ce truc-là ? J.C.R. ! », je n'avais entendu parler que de la J.C.

J'arrive à la fac... tout au bout du bâtiment des Lettres, il y avait un type qui distribuait des tracts pour l'U.N.E.F. Je savais ce que c'était parce que dans mon immeuble un copain plus âgé que moi, qui avait été étudiant en médecine, pendant la guerre d'Algérie les flics étaient venus le chercher. Ça m'avait marqué. C'était un peu le héros de l'immeuble. Il était dirigeant de l'U.N.E.F. et participait à la lutte contre la guerre d'Algérie. Donc l'U.N.E.F. ça m'était plutôt sympathique ! Et le type — j'ai appris après que c'était un gars du courant lambertiste — m'a donné un tract et m'a dit : « Lutter contre le plan Fouchet, c'est lutter contre les Américains au Vietnam ». Alors là, c'était trop pour moi... j'avais quitté ma banlieue avec l'idée de devenir magistrat, cadre, etc., tu vois un peu le voyage... C'est dommage, cela a retardé ma prise de conscience de six mois !

Donc, je suis rentré en fac et tout de suite je me suis senti isolé socialement, dans une fac qui recrutait sur la banlieue Ouest et Sud-Ouest de Paris. Il y avait des filles complètement inaccessibles avec des pulls shetlands et des petits colliers de perles qui débarquaient en mini-cooper, et des mecs qui allaient avec. C'était pas sympathique du tout.

En plus, je n'y comprenais rien en économie. C'était une économie complètement théorique. J'ai appris plus tard que c'était un discours néo-classique qui s'était construit contre Marx, présenté sous forme d'équations, et comme je n'étais pas très matheux ça m'impressionnait beaucoup. Je ne voyais pas le rapport avec la réalité. J'étais complètement dérivé et quand je regardais par la fenêtre, je voyais le bidonville, il y avait quelque chose qui n'allait pas entre les discours et le vécu. J'avais aussi la sensation que la mobilité sociale m'était offerte, mais que face aux mecs qui se trouvaient dans mon groupe de T.D. je ne ferai jamais le poids. Il y avait le fils de Wendel, je me souviens, dans mon T.D.

Je suis rentré à l'U.N.E.F. en 1967. C'était un grand pas parce que je me retrouvais avec des communistes. Pour moi, c'était vrai-

ment un pas dans l'inconnu. Ce n'était pas, comme on dit, ma culture, mon origine, c'était dur. Et puis, ce que je ne savais pas, c'est que ces communistes se bouffaient le nez entre eux. L'U.E.C. (l'Union des étudiants communistes), je croyais que c'était un bloc qui marchait au pas. En fait, ils se disputaient entre trotskystes, maoïstes, « italiens ». Ce n'était pas évident !

ne se tiendra pas... On foutait la merde ! On était à peine 15.

Enfin, je me souviens d'avoir participé à un « fait historique » : l'inauguration de la piscine de Nanterre. C'était un soir, on m'a dit : « Tu sais, il y a Missoffe qui vient inaugurer la piscine ». Et je me suis retrouvé avec le groupe de Cohn-Bendit, toujours grâce à ma copine. On était à peine une vingtaine

d'autres qui devaient passer en conseil de discipline à la Sorbonne. D'autres encore avaient été emprisonnés deux jours auparavant. On avait alors qu'un seul mot d'ordre : « Libérez nos camarades ».

Le matin, je ne sais comment, on s'est retrouvé à Jussieu, c'était complètement bordélique. On a traversé la Seine... la manifestation grossissait. On est repassé rive gauche, et



Le début de Mai 68, pour moi, c'est Pâques 1967 ! J'étais donc à l'U.N.E.F., militant de base, je ne comprenais rien aux débats — je suivais. Les mecs étaient sympas, plus sympas que les autres cons de la fac. C'était un micro-milieu où je me sentais à l'aise. J'y ai retrouvé, dans ce syndicalisme étudiant, des gens de mon milieu.

Mai 68 commence lors de l'occupation de la Cité des filles par les garçons. Il y avait toute une vie autour de la Cité universitaire. Aux vacances de Pâques, les garçons décident d'occuper la résidence des filles, de s'opposer donc au règlement intérieur. Ce fut très drôle, le lendemain de l'occupation, les flics encerclèrent la résidence. Je ne vivais pas à la Cité, et j'ai donc participé au soutien des camarades. On les ravitaillait, on se moquait des flics, on avait même appelé les pompiers, criant qu'il y avait le feu à la Cité. Imaginez, c'était le gag ! Les garçons chez les filles, les flics autour, et les pompiers qui débarquent !

Pour moi, Mai 68 commence là. La revendication de la mixité, et puis surtout les formes de lutte assez improvisées, pas comme d'habitude.

Il y a eu aussi la grande grève des étudiants en Lettres, fin 1967. Nous, en Sciences-Eco, on n'a pas suivi. Par contre, j'ai des souvenirs très précis de l'agitation que faisait le petit groupe autour de Cohn-Bendit et Duteuil. J'avais une copine de l'U.N.E.F. qui était plus ou moins proche de ce groupe. Moi je n'y étais pas admis, j'ai le souvenir d'un groupe assez secret, conspirateur, j'aurais bien aimé participer à leurs réunions, mais ils se méfiaient. Ils faisaient de l'agitation. Par exemple, en janvier 1968, se tenait à Nanterre un congrès d'hispanistes, de profs d'espagnols. Et voilà que le petit groupe, peut-être 15 au maximum (j'en faisais alors partie, j'étais la base de masse !), entre dans la salle du congrès. Cohn-Bendit et Duteuil prennent alors la parole : « Vous êtes tous des pourris, des vendus, on ne sortira que lorsque vous aurez rédigé une motion dénonçant le franquisme ». C'était drôle parce qu'on était hyper minoritaires. Et les profs qui s'étoffaient : « Comment ? C'est un scandale... » « Bon », répondent Cohn-Bendit et Duteuil, « Si vous ne voulez pas dénoncer le franquisme, votre congrès à la con

devant la piscine à crier : « Missoffe pisse of, fuck of ». Il faisait froid, on avait l'air un peu con ! On attendait la sortie du ministre. (...) Après, il y a eu le fameux échange entre Dany et Missoffe. Dany lui disait : « Vous avez écrit un livre blanc sur la jeunesse sans une ligne sur les problèmes sexuels ». Missoffe : « Ecoutez mon jeune ami, si vous avez des problèmes sexuels, vous avez une piscine là... vous pouvez vous défouler ». Dany répliqua, et c'est là qu'il a commencé à devenir célèbre : « C'est exactement ce que disait Gœbbels en 1937 », toujours Dany avec sa manie des citations, « en 1937, lors du congrès des Jeunesses hitlériennes ». Ah ! si vous discutez comme ça », conclut le ministre.

— M.L. : La passage de 15 à 2 millions, tu as aujourd'hui quelques éléments d'analyse ?

— Bernard : Oui, il y a eu la création du mouvement, du 22 Mars, l'occupation de la tour administrative le vendredi 22, la fermeture de la fac. Et, le lundi 25, on décide de se retrouver en assemblée générale : 400 personnes pas plus. Donc très minoritaires : il y avait 20 000 étudiants à Nanterre.

Le mouvement du 22 Mars s'est fondé le 25 ! Il y avait des mecs qui faisaient des discours sur la culture, la créativité... Dany parlait de l'université critique, d'autres du Vietnam, des luttes ouvrières... On a créé des commissions. A l'époque on disait qu'il y avait là deux forces politiques : les anars de Cohn-Bendit et Duteuil et la J.C.R. de Langlade. J'ai toujours eu une grande estime pour Cohn-Bendit. D'abord c'était un mec drôle, il adorait polémique, je me rappelle de ses discussions avec Konopicki, responsable de l'U.E.C., en assemblée générale, tout le monde hurlait dessus. Imperturbable, Kono sortait des citations de Lénine. C'était un vrai livre. Alors Dany intervenait : « Tome 4, chapitre 8, page 7 », tout le monde était écroulé de rire, hurlait de plus belle. Dany reprenait la parole — jamais de la tribune, toujours d'en-bas, ou debout sur une table ! — « Camarades, tout le monde sait que K. est une crapule, une ordure, mais il faut l'écouter parler ».

Après les événements se précipitent. Le 3 mai, je ne me souviens absolument pas de ce que j'ai fait ce jour-là. Par contre, je me rappelle du lundi 6 mai, ma première manif. Il y avait Cohn-Bendit, Duteuil et

nous nous sommes retrouvés sur le boulevard Saint-Germain. Et là, la manif était absolument énorme. On est arrivé au carrefour du boulevard Saint-Jacques, et c'est là que la baston a commencé, qu'on a dérapé. C'était incroyable, il y avait une spontanéité extraordinaire. Moi étudiant bien sage, fils à sa maman, j'avais encore mon cartable à la main, je déparais. Les feux des balisades de chantiers faisaient brûler le bitume ; on retirait les pavés et on les balançait sur les flics.

Place Maubert, j'ai reçu un coup sur la tête. Je ne sais pas si c'est un manifestant qui a lancé un pavé derrière. En tout cas je me suis retrouvé dans une pharmacie. Et là, j'ai eu la peur de ma vie : allongé par terre, j'ai vu arriver les bottes des flics, ça a été un vrai choc. Pour moi, les manifs c'était fini jusqu'au 13 mai. La manifestation du 13 mai est probablement la plus grosse manifestation que j'ai jamais vu de ma vie. C'était très émouvant...

Après le 13 mai, je suis rentré à Nanterre. J'ai essayé de monter un comité d'action. A ce moment-là la place était libre. Tous les militants organisés étaient partis... C'était le début des grèves ouvrières. La première fois que je suis intervenu dans une assemblée générale, j'ai dit : « C'est la révolution et vous voulez passer vos examens. Mais vous êtes vraiment des tares ! »

Je me souviens, on mettait l'Internationale sur un électrophone et on la diffusait à fond la nuit, face aux immeubles des C.R.S. pour les faire chier. Et ils nous répandaient par la Marseillaise.

Ce qui m'a le plus frappé dans cette période, c'est notre rencontre avec les ouvriers. A chaque fois cela a été une énorme frustration. Des ouvriers d'un comité d'action sont un jour venus nous voir. Ils nous demandaient pourquoi on luttait et on ne savait pas quoi leur répondre. On était gêné... on n'avait pas grand chose à se dire. On sentait un désir extraordinaire de contacts et on n'arrivait pas à se parler. Certains étudiants, des docteurs en révolution, développaient de brillantes théories, avaient un discours de perroquets, de citations ; chacun défendait ses positions. Personne ne répondait réellement aux arguments des travailleurs... Ils étaient des docteurs qui n'avaient jamais fait de stage à l'hôpital !

Propos recueillis par « Chroniques syndicales »

BRÉSIL

Interview d'une militante anarchiste

Il y a quelques semaines, une militante d'un des groupes de la région de Sao Paulo (Miriam), au Brésil, nous rendu visite. Nous l'avons interviewée sur la situation actuelle dans cette partie du monde.

Relations internationales

— **Relations internationales :** Nous pourrions commencer par parler un peu de la situation générale au Brésil, et tout d'abord préciser, peut-être, quand a eu lieu la fin de la dictature.

— **Miriam :** La dictature a duré environ 22 ans et s'est terminée il y a 4 ans, ou du moins sa fin a été annoncée comme telle. Cette fin a d'ailleurs été très contrôlée par les anciens mécanismes du gouvernement. Il y a eu une élection indirecte du gouvernement. En vérité, les militaires avaient la majorité au congrès, mais une rupture a eu lieu dans le parti du gouvernement (A.R.E.N.A.), qui se transforma ensuite en P.D.S. Et une partie des membres qui composaient ce parti, soutien de l'ancien gouvernement, s'est regroupée avec un parti d'opposition à la dictature, le P.N.D.B. Ces derniers élurent alors le président du nouveau gouvernement (Tancredo Neves) qui était très populaire et présenté un peu comme l'homme providentiel. Celui-ci mourut quelques temps après ; plusieurs millions de personnes assistèrent à son enterrement. Le nouveau président élu, José Sarney, n'avait pas autant de « relations politiques ». Il forma un gouvernement nouveau, mais plus fragile que le précédent de par son peu de soutien et son lien moins grand, semble-t-il, avec le P.N.D.B. (parti qui avait gagné les élections).

Après les différentes « erreurs économiques » de la dictature, le pays s'est trouvé et se trouve encore dans une situation catastrophique. Le gouvernement, incapable de redresser la situation, procéda à différentes restructurations ministérielles sans grand résultat. Le ministre de l'Industrie de l'époque mit alors en place un plan, le plan « Cruzado », un peu comme cela s'est passé en Argentine, qui était une tentative pour stopper l'inflation (15% par mois à l'époque). Une refonte de la monnaie fut ainsi faite (« retirer certains zéros ») et on passa du cruzeiro au cruzado, tout en gelant le dollar et les prix. Toutes les autres structures de la société, du système foncier, etc., restèrent telles qu'elles avaient été sous la dictature.

Finalement, le changement n'était qu'un « changement comptable ». Après plusieurs mois, l'inflation reprit de plus belle et le gouvernement se mit à émettre des titres par-ci-par-là, augmentant sa propre dette. Ce plan avait débuté en janvier 1986, et tout commença à s'emballer en juillet-août 1986.

En novembre de cette même année des élections eurent lieu, le P.N.D.B. prit la majorité de vingt-et-un Etats sur un total de vingt-cinq. Environ 80% de la population vota (il faut dire qu'au Brésil le vote est obligatoire). Une semaine après, tous les prix augmentèrent brutalement, ce qui suscita une grande déception de la part de la population, notamment une méfiance à l'égard de tous ceux qui avaient soutenu ce plan « Cruzado », et parmi ceux-ci la gauche.

Tout le monde était tombé dans le panneau, à part semble-t-il le gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, Brizol, qui se dit socialiste et qui a eu avant la dictature, et a encore, beaucoup d'influence. Brizol parla donc contre le plan, pas tellement pour alerter la population mais plutôt par « réflexe », puisqu'il doit un peu sa popularité au fait qu'il critique toujours ce que fait le gouvernement...

— **R.I. :** Et les militaires dans tout cela ?

— **M. :** Les militaires se sont retirés en beauté, si on peut dire. Ils sont partis au bon moment. Même si je pense qu'ils ont actuellement une influence très importante sur les décisions finales du gouvernement et sur la constitution, ils agissent plus comme des observateurs.

— **R.I. :** Le président (Tancredo Neves) qui est mort peu après son élection indirecte avait, je crois, promis de faire des élections plus larges au bout de quatre ans. Elles devaient, théoriquement, être pour bientôt. Qu'en est-il ?

— **M. :** L'actuel président (José Sarney) ne veut pas accomplir cette promesse. Il veut en fait rester un an de plus, afin d'avoir un mandat de 5 ans et rester ainsi jusqu'en 1989. De plus, comme tout chef de gouvernement démagogique, il veut laisser sa trace en faisant installer une autoroute, qui irait de la capitale Brasília jusqu'à l'Etat dont il est originaire. Des scandales ont déjà eu lieu, portant notamment sur des sommes d'argent énormes non justifiées et des corruptions. Le résultat de tout cela est que de plus en plus de gens ne font plus confiance à ce genre de gouvernements et de politiciens. De là apparaît une ouverture possible pour nos idées anarchistes, suite à l'échec des partis au travers des institutions.

— **R.I. :** Que font les syndicats pendant ce temps ?

— **M. :** Les deux principaux syndicats sont : la C.G.T., contrôlée par les communistes, et la Centrale unitaire des travailleurs (C.U.T.) plus active, contrôlée par le Parti des travailleurs (divers fractions marxistes et non marxistes). Il ne faut pas oublier de dire que les partis communistes, sous prétexte de période transitoire, ont soutenu l'action du gouvernement et contrôlé, par l'intermédiaire de la C.G.T., la paix sociale. Ces partis restent cependant très faibles, représentant environ 3% des votes.

Il existe, d'autre part, quelques noyaux de militants anarcho-syndicalistes qui font beaucoup de travail pour essayer de recréer la Centrale ouvrière du Brésil (C.O.B.), comme cela est le cas de compagnons cheminots, mais ils restent peu nombreux pour le moment. La C.O.B., qui était très forte au début du siècle, a pour ainsi dire disparu après les années 20 avec l'émergence des communistes au Brésil. Il existe d'ailleurs aujourd'hui deux partis communistes : le Parti communiste brésilien (P.C.B.) et le Parti communiste du Brésil (P.C.D.B.). Ce dernier est le résultat d'une scission qui s'est produite au sein du P.C.B. Le P.C.B. suit une ligne pro-soviétique alors que le P.C.D.B. suit une ligne pro-albanaise (sic). Malgré tout, le P.C.D.B. est un peu plus progressiste que le P.C.B. qui reste bien stalinien.

En 1930, il y eut une nouvelle dictature, dite époque de Vargas, qui occupa les espaces travaillistes en promulguant un certain nombre de lois pour le monde du travail, créant ainsi artificiellement un certain vide dans les revendications. Il créa, par exemple, le syndicat obligatoire. La C.G.T. et la C.U.T., qui rêvaient dans une certaine mesure, d'une situation similaire s'opposèrent à la dictature. Mais dans la pratique, les deux syndicats réagissent comme le syndicat obligatoire. Ce sont, par exemple, les militants professionnels qui décident du moment où il faut faire grève.



L'ancien président : Tancredo Neves.

— **R.I. :** La situation devint, je suppose, très difficile pour les anarchistes...

— **M. :** Oui, avant 1964, il existait des centres culturels en différents endroits, malgré la situation ; mais avec la dictature de 1964, le mouvement libertaire fut « gelé » si on peut dire. Les archives et les librairies furent brûlées. Le mouvement n'opta pas, contrairement à certains groupes marxistes, pour la lutte armée. Les groupes commencèrent à réapparaître et à croître de façon importante vers la fin de la

dictature, avec notamment la pression qui s'exerça sur le gouvernement. On vit alors apparaître des groupes d'économie alternative, des centres culturels libertaires, etc. — avec notamment les centres culturels de Sao Paulo et de Salvador, qui servent un peu de catalyseurs au mouvement, et bien sûr les compagnons autour de la C.O.B. Une partie de ces groupes sont, évidemment, de formation récente et sont constitués d'une proportion importante de jeunes, mais nous sommes confiants pour l'avenir.

Le « troisième homme » de Gibraltar se déclare anarcho-syndicaliste

Il y a quelques jours, à Gibraltar, les pages de la presse espagnole firent apparaître le nom d'un syndicaliste avec lequel nous commençons à nous familiariser. Il représente une vision distincte de la colonie britannique. Celui-ci se nomme José Netto.

Presque tout le monde reconnaît aujourd'hui que l'avenir du détroit de Gibraltar repose sur trois hommes. Deux d'entre eux sont des personnalités connues : Adolfo Canepa, actuel ministre de la principauté, et Joe Bossano, chef de l'opposition et sans doute successeur du premier. Le troisième homme est quasiment inconnu. Il s'agit donc de José Netto, syndicaliste de 70 ans, qui dirige le syndicat des transports, le plus puissant de l'enclave.

Le syndicat de Netto contrôle le port et les chantiers navals. Il peut, à n'importe quel moment, paralyser l'activité industrielle et même militaire de la colonie. Ce syndicat compte 7 000 affiliés (le syndicat qui le suit en importance n'arrive pas à 200 affiliés).

Le syndicaliste Netto s'est formé intellectuellement avec les exilés espagnols qui ont trouvé refuge à Gibraltar. Ils étaient tous anarchistes. Netto se définit avec clarté « philosophiquement anarchiste et syndicaliste », et a une vision héroïque de ce que représentent la C.N.T. et la F.A.I. dans l'histoire de ce pays. Netto

se déclare, de plus, « internationaliste » et ne croit pas aux petites patries qui excluent, et qui représentent des « germes de tout autoritarisme ». Il dit ne pas être pro-anglais ni pro-espagnol, mais est un défenseur acharné des travailleurs, sans distinction entre Anglais, habitants de Gibraltar, Espagnols ou Marocains. De mère

Madrid

Il y a quelques semaines étaient jugés, en Espagne, les assassins de notre compagnon Augustin Rueda, dont nous vous avons déjà parlé dans ces colonnes. Augustin avait été battu à mort il y a juste dix ans, à la prison de Carabanchel. Dix fonctionnaires de cette prison, dont son ancien directeur, ont été condamnés à des peines s'échelonnant de six à dix ans d'incarcération. Un directeur de prison en taule à son tour, drôle non ? Ce n'est pas ça qui rendra notre copain à ses proches et à ses amis. En Italie aussi, on sait jouer à « Mort accidentelle d'un anarchiste », mais les coupables courent toujours...

Relations internationales

Journées libertaires commémoratives de Mai 68

Dans le but d'organiser à Madrid le 20^e anniversaire de Mai 68, la « Fundación Salvador Seguí » organisera des journées sur la pensée libertaire avec la participation de militants internationaux. Ces journées auront lieu à Madrid les 27, 28, 29 et 30 mai prochain avec des invités des Etats-Unis, d'Angleterre, d'Espagne, d'Italie, de Suisse, de Suède et d'Uruguay. Pour toute inscription, écrire à la « Fundación Salvador Seguí » : Calle Sagunto, 15 Pral, C.P. 28010, Madrid, Espagne.

Relations internationales

Pour assurer l'indépendance du « Monde libertaire », souscrivez...

espagnole et de père italien, aux questions de la presse, il répond, catégorique : « Je ne me suis jamais senti Anglais, ni Britannique, ni rien de semblable. Je me suis formé avec les exiliés espagnols et je suis, donc, internationaliste, un citoyen du monde. »

Extrait de « Rojo y Negro » n° 2

Appel à la solidarité internationale

Un des membres du « Coletivo Libertário » (C.L.) est en train de subir un processus de persécution politique dû à son action syndicale. Durant la grève de novembre 1987, le compagnon Renato a été suspendu et par la suite licencié avec sept autres fonctionnaires grévistes de l'Université de Sao Paulo. Le rectorat a d'ailleurs lancé une série de calomnies, en particulier à l'encontre du compagnon Renato.

Contre la persécution politique menée par le rectorat, pour la défense du droit de grève, pour la garantie de l'emploi, nous lançons un appel national et international. Nous demandons aux compagnons d'écrire au rectorat en dénonçant son attitude arbitraire et en exigeant la réintégration des grévistes ; et de faire le nécessaire auprès d'autres groupes, collectifs et personnalités pour qu'ils agissent dans le même sens. Nous vous demandons aussi de diffuser l'information en Europe. Le courrier doit être adressé au rectorat : Reitor José Goldenberg, Rua da Reitoria, 109, Gabinete do Reitor, Cidade Universitária, C.E.P. 01000, Sao Paulo-S.P., Brésil. Si possible envoyez des doubles au Coletivo Libertário pour qu'il puisse diffuser l'information : Coletivo Libertário, Caixa postal 11 124, C.E.P. 05499, Sao Paulo-S.P., Brésil.

Relations internationales (traduit du brésilien)

« LA GRANDE RÉVOLUTION »

Le rôle de la bourgeoisie

A PRÈS avoir longtemps jeté le voile sur cette Révolution et conspué ceux qui donnèrent à la grande cause de l'émancipation du genre humain leur enthousiasme, leur énergie farouche et leur vie, la bourgeoisie s'empare aujourd'hui de la révolution comme de son œuvre ; le jour de la prise de la Bastille est devenu une fête nationale ; le centenaire de 1789 a été glorifié par une exposition qui comptera dans les annales de l'histoire. (...)

Et véritablement, le 14 juillet est dans l'histoire de l'humanité une grande date révolutionnaire. Ce jour-là, le Paris des va-nus-pieds, se souleva il comprit sa force et il montra aux générations à venir, que les gouvernements les mieux établis tombent devant la poussée des masses profondes du peuple. Que furent les grands jours de 1848 et de 1871, sinon des répétitions du 14 juillet ! Nos cœurs ne battent-ils pas encore au récit des préparatifs de coup d'Etat de la cour, du réveil des faubourgs forgeant leurs piques, brûlant les octrois et marchant à l'assaut de la sombre forteresse qui menaçait Paris de ses canons et dans les tours de laquelle gémissaient les victimes de l'ancien régime ! (...)

Mais si l'on fête la Révolution ; on n'a pas encore dit la vérité sur ce soulèvement plus important dans l'histoire universelle que les siècles d'évolution qui l'avaient précédée.

Disons les faits, de plus en plus noyés sous le flot de mensonges officiels et de légendes bourgeoises inventés pour cacher au peuple l'enseignement révolutionnaire qu'il eût pu tirer de la grande épopée.

Le mensonge bourgeois, le mensonge jacobin, dénature l'œuvre du peuple dans la Révolution. Essayons donc de rétablir le vrai sens populaire. (...)

Ce que voulait la bourgeoisie

L'idée de la bourgeoisie en matière politique, c'était le gouvernement représentatif dans un Etat omnipotent, gérant toute la vie du citoyen, un Etat tel que l'avaient conçu les jurisconsultes de l'ancienne Rome.

En matière économique, l'idée n'était pas moins nette. La bourgeoisie française avait lu et étudié Turgot et Adam Smith — les créateurs de l'économie politique : elle savait qu'en Angleterre leurs théories étaient déjà appliquées, et enviait à ses voisins d'outre-Manche leur puissante organisation économique comme leur constitution politique. Elle rêvait d'exploitation des richesses du sol resté improductif aux mains des seigneurs, et avait en cela pour alliés les petits bourgeois campagnards, en force dans les villages, avant même que la révolution n'en multipliat le nombre. Elle entrevoyait déjà le développement de l'industrie et de la production en grand à l'aide de la machine, le commerce et l'exportation aux colonies par delà les océans, les marchés d'Amérique, les grandes entreprises — et les fortunes colossales.

Mais il fallait d'abord briser les liens qui retenaient le paysan à la glèbe ; il fallait qu'il devint libre de quitter le village et d'aller en ville, afin que, changeant de maître, il rapportât de l'or à l'industriel au lieu de la maigre redevance qu'il payait au seigneur, tout en manquant lui-même de pain.

Il fallait de l'ordre dans les finances de l'Etat, des impôts plus faciles à payer et rapportant plus au Trésor. Il fallait ce qu'hypocritement on appelait la « liberté de l'industrie et du commerce » ; point d'immonde métier, de compagnonnage, de jurandes, ni de maîtrises entravant l'exploitation ; point de surveillants gênant l'industrie naissante ; point de douanes intérieures ni de lois prohibitives. Liberté entière des transactions. (...)

Certainement, il serait injuste de dire qu'elle fut guidée exclusivement par des vues étroites et égoïstes.

Les meilleurs représentants du Tiers-Etat avaient bu à cette source sublime — la philosophie du dix-huitième siècle qui portait en germe toutes les grandes idées surgies depuis. L'esprit éminemment scientifique de cette philosophie, son caractère fiévreusement moral, alors même qu'elle raillait la morale conventionnelle, sa confiance dans l'intelligence, la force et la grandeur de l'homme libre vivant parmi ses égaux, sa haine des institutions despotiques, tout cela se retrouve chez les révolu-

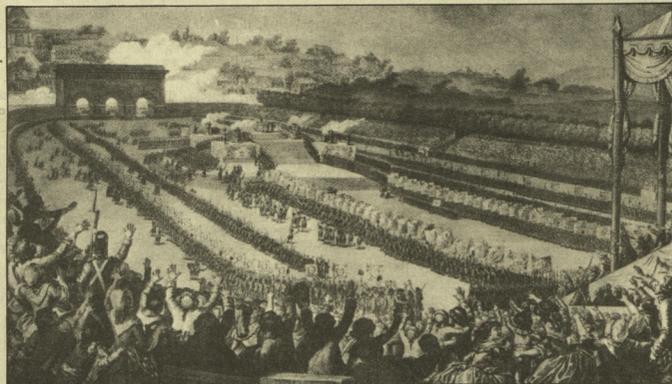
Il aura fallu le décès d'Edgar Faure pour rappeler que le bicentenaire de la Révolution française approchait. Le second président de la mission de commémoration ne verra pas plus que son prédécesseur cet anniversaire. Le sort s'acharne... Il sera difficile de lui trouver un remplaçant aussi girouette... pardon, aussi homme de compromis. Elections obligent, les prétendants au trône présidentiel n'y songent guère en ce moment. Mais dans quelques mois, nul doute que nous entendrons la Cour policienne — de droite comme de gauche — célébrer le grand air de la République à l'assaut de la monarchie de droit divin.

tionnaires. Où donc auraient-ils puisé la force de conviction dont ils firent preuve pendant la lutte ? Il faut aussi reconnaître que ceux-mêmes qui travaillèrent le plus à réaliser le programme d'enrichissement croyaient sincèrement que l'enrichissement des particuliers serait le meilleur moyen d'enrichir la nation en général.

Mais, si grandes que fussent les idées abstraites de liberté, d'égalité, de progrès libre, qui inspiraient les plus sincères des représentants de la bourgeoisie de 1789-1793, c'est à leur programme pratique, aux applications de la théorie que nous devons les juger.

L'attente des bourgeois

Mais, si forte que soit l'idée, un abîme la sépare encore de l'action. Aussi, la bourgeoisie resta impuissante tant que le peuple ne vint pas



La Fête de la Fédération (14 juillet 1790).

lui prêter ses bras, son élan révolutionnaire, ses révoltes, sa jacquerie, qui permirent aux bourgeois de renverser l'ancien régime.

Les historiens nous ont parlé avec emphase du 14 juillet, de l'impulsion révolutionnaire des bourgeois aux approches de la Révolution. Ce n'est qu'une légende fabriquée après coup. Ce qui nous a frappé, au contraire, dans toutes nos études sur la Révolution, c'est la platitude de la bourgeoisie envers le pouvoir royal, sa platitude avant 1789 et jusqu'en juin 1792. Pour un d'Epréménil, combien de milliers de valets !

Alors même que la Révolution grande, que l'est de la France est en feu, que le peuple partout rongé son frein, l'attitude de la bourgeoisie vis-à-vis du roi est écoeurante.

Qu'on lise seulement dans la Révolution d'Edgar Quinet (chap. I, p. 342), les lignes suivantes :

« En 1792, le club des jacobins est encore tout royaliste ; il veut chasser Billaud-Varennes qui s'est hasardé à mettre en question la monarchie. Dans le même temps, Robespierre, un peu plus de trois mois avant la chute de la monarchie, demande sérieusement : « Qu'est-ce que la République ? » Pendant tout l'intervalle de la Législative, quand, retiré de la tribune, il fait, dans son journal, l'éducation du peuple, c'est la constitution royale qu'il défend à outrance. Pas un mot qui puisse préparer le peuple au renversement qui

Oui, mais la révolution a commencé en 1788 par des révoltes paysannes, les intérêts du peuple et de la bourgeoisie naissante n'étaient pas communs, les beaux discours n'auraient pas suffi sans l'élan populaire égalitariste... Quelques vérités qu'il est bon de conserver. Ce que fait Pierre Kropotkine dans une brochure parue en 1893, ébauche de sa monumentale Grande Révolution, 1789-1793 (éditions Stock, 1909, 749 pp., épuisé), dont nous vous offrons des extraits.

P. B.

va suivre. Le 7 juillet 1792, c'est-à-dire deux mois et demi avant la proclamation de la République, les républicains font, dans la Législative, le serment d'exécuter la République ».

Ceci en 1792, qu'était-ce donc en 1789 ? Pour nous, il est bien prouvé que la force d'attaque vint du peuple révolté. Sans lui il n'y eût point eu de révolution. (...)

Ce n'est pas du 14 juillet que date la révolution. Elle avait commencé dès janvier 1789 — même dès l'hiver 1788.

Si les protestations des Parlements en 1788 eurent une certaine importance, ce ne fut certainement pas grâce aux badauds qui se donnaient rendez-vous auprès de ces cours de justice. Ce fut l'intervention du peuple qui lui donna un caractère révolutionnaire. En maint endroit, les travailleurs des villes, profitant des luttes entre gouvernants, se soulevèrent avec l'idée d'en finir avec les exploités aristocrates.

Mais il ne suffit pas d'espérer ; il faut agir, payer de sa peau les premières révoltes, celles qui préparent les révolutions. C'est ce qui ne pouvait venir de la bourgeoisie, mais qui vint du peuple.

Alors que l'émeute était encore punie de la pendaison à la haute et basse potence, du carcan et de la torture, les paysans se révoltaient déjà.

Dès novembre 1778, ces émeutes deviennent générales, tantôt individuelles et tantôt collectives, — de plus en plus collectives à mesure que le peuple s'enhardit davantage, et les intendants écrivent au ministre que s'il fallait réprimer toutes les émeutes, ce serait impossible. Elles se font sans discours, mais avec de bons gourdins. Prises séparément, aucune n'a d'importance ; ensemble, elles minent l'Etat dans ses fondements.

En janvier, on faisait les élections ; on rédigeait des doléances. Mais le paysan n'en a cure. Homme pratique avant tout, il ne compte pas sur ses représentants : il se révolte. Il refuse les corvées au seigneur et à l'Etat. Par-ci par-là un seigneur est exécuté par les Jacques — des groupements secrets surgissent spontanément au sein des masses, sans règlement ni organisation centralisée, composés de quelques amis qui se connaissent et agissent de concert, dans des comités occultes. Les receveurs d'impôt sont reçus à coups de gourdins ; des terres de seigneurs sont prises et labourées.

Et ces révoltes, d'autant plus terribles qu'elles n'ont rien de prévu, se multiplient par toute la France, surtout dans l'Est, la Nord-Est, le Sud-Est. Taine en compte plus de trois cent avant le 14, dont il a retrouvé les traces dans les archives nationales. Le chiffre de trois mille ne serait probablement pas exagéré si l'on se rappelle que les archives furent brûlées en 1793, par l'ordre de la Convention.

Chassin a mille fois raison de dire que si Paris eût été vaincu au 14 juillet, les droits féodaux devaient disparaître néanmoins. Les paysans ne les reconnaissent plus, et il eût fallu une guerre en règle contre chaque village pour les rétablir. (...)

Le 14 juillet

Paris pouvait-il rester tranquille, lorsque la France paysanne se soulevait déjà ? Certainement, il était bien gardé par la troupe, mais il y avait des émeutes. En avril on se révoltait contre l'affameur Réveillon, et chaque semaine avait son échauffourée. La bourgeoisie encourageait le peuple, heureuse de trouver en lui un aide puissant pour soutenir ses revendications.

Vient le mois de juillet. Les trois ordres sont réunis — la bourgeoisie a obtenu sa première victoire parlementaire. Mais la cour prépare le coup d'Etat. Les troupes sont consignées, les Hussards vont faire irruption dans l'Assemblée, disperser les représentants... (...)

Les révolutionnaires bourgeois ne se faisaient pas non plus d'illusions sur le courage de leurs mandataires — et ils comprirent la nécessité de soulever le peuple de Paris pour empêcher le coup d'Etat. (...)

C'est dans les caboulots de la banlieue que leurs grands-pères sont allés chercher leur appui. C'est en flattant les travailleurs, en faisant miroiter devant eux des promesses de liberté, d'égalité — de socialisme, puisque c'était bien cela : le pain pour tous, le bien-être pour tous — c'est en caressant ceux qu'ils méprisent aujourd'hui ; c'est en trinquant avec ce qu'ils nomment la lie du peuple, qu'ils ont acquis la force qui, seule, pouvait vaincre le roi, la cour, l'aristocratie.

Et le peuple de Paris ne demandait pas mieux. Il se sentait tressaillir aux rêves de liberté. Mais il lui fallait aussi du pain, car les enfants allaient au lit le ventre creux. (...)

Cette histoire du 14 juillet, c'est l'histoire du peuple dans la révolution.

Allié aujourd'hui — brigand demain. Allié au 5 octobre, au 10 août ; brigand, bête féroce et éléphant enragé entre-temps. Dupé, faute de savoir à l'avance ce qu'il ferait de sa victoire !

Pierre KROPOTKINE

Les intertitres sont de la rédaction.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.



FRANÇOIS MITTERRAND

Le Florentin de la politique

«Aucun homme n'est assez riche pour racheter son passé.»
Oscar WILDE

AUCUN homme politique français, depuis quarante ans, n'a probablement autant suscité la haine de ses pairs que François Mitterrand. Sans insister sur la Francisque dont il fut décoré par le gouvernement de Vichy — toute taupe infiltrée dans un appareil est tenue d'allégeance de façade — et même si son appréciation du pétainisme est assez complexe (1), il faut noter qu'aux débuts de sa carrière, déjà, certains de ces ennemis firent courir le bruit que, prisonnier de guerre, il dut sa libération à l'intervention de Doriot, sous prétexte de vagues liens familiaux par alliance et d'amitié avec des notables d'extrême droite. Alors qu'après deux tentatives infructueuses, il réussit à s'évader fin 1941 (2).

Un parcours bourré de stags

Observons que, de l'école des bons pères de Saint-Paul d'Angoulême, en passant par le foyer des étudiants catholiques du 104 de la rue Vaugirard et quelques stalags, le futur Tonton s'est forgé une mentalité à la Jules César : plutôt premier dans mon village que second à Rome. La première place, ... à Paris, demeurant l'objectif potentiel ; mais les voies qui y mènent peuvent être longues et tortueuses, obligeant à quelques coups tordus. *Ad augusta per angusta.*

Catherine Nay laisse entendre qu'il aurait fait disparaître le *Barodet* de 1946 de la bibliothèque de l'Assemblée nationale, car il contient la profession de foi du candi-

dat François Mitterrand aux législatives de fin 1946, particulièrement gratinée dans le délire conservateur (3). Mais si tous ceux qui renient leur passé en détruisaient les preuves, il n'y aurait plus d'archives.

Ayant fait ses premières armes au R.G.R. (4) qui regroupait des chevaux de retour cherchant, après les années de tourmente, à

participer le président de la République — aboutissent au bureau politique du P.C.F., dit-on. « On » soupçonne que Mitterrand, ministre de l'Intérieur, pourrait être à l'origine des fuites. Le président du conseil, Pierre Mendès-France, sera à deux doigts de le lâcher, ce que Mitterrand n'oubliera jamais. Finalement on ne saura que vaguement s'il exis-

qu'un de ses subordonnés. Probable que notre florentin, alors garde des Sceaux, en savait assez pour qu'on évitât de trop l'égratigner.

Mais tout d'un coup ce fut le désert. Il peut compter ses vrais amis, les inconditionnels, et avec eux commencer un persévérant travail de taupe qui le conduira aux sommets de l'Etat.

Les premiers temps furent bien durs. En 1960 son adhésion au P.S.U. fut refusée — alors que celle de P.M.F. était acceptée — parce que sa carte de visite était par trop surchargée : onze fois ministre de la IV^e ! Plus tard il leur fera payer avec délectation, en se servant d'eux.

C'est la grande époque des clubs. On ne fait plus confiance aux partis traditionnels. La soupe est du côté des gaullistes, mais les places sont encombrées, alors on s'autoproclame état-major haut-le-pied à la recherche d'une structure à diriger. Pour Mitterrand ce sera la « Ligue pour le combat républicain » qui fusionnera avec le Club des Jacobins, de Charles Hernu, avant de se fondre avec d'autres dans la Convention des institutions républicaines (C.I.R.).

Ensuite il y aura la candidature à la présidence de la république en 1965, la F.G.D.S.T. (6) avec la S.F.I.O. et les radicaux, le faux-pas de Mai 68 (quand il apprécie mal les capacités de résistance et de manœuvre de De Gaulle) ; puis l'O.P.A. sur le nouveau P.S. en 1971, dont il prend le contrôle par un coup de bluff sur le nombre d'adhérents de la C.I.R., aidé d'une habile manœuvre concoctée avec la complicité de Chevènement. Enfin le programme commun de 1972 dont l'objectif, très dialectique et qui fut atteint par la suite, était de piéger le P.C.F., de le circonvenir pour mieux le réduire.

L'usage empoisonné des néo-cléricaux

Pour régner il ne suffit pas de savoir diviser, il faut aussi dispo-

ser des moyens de division. François Mitterrand saura profiter, dès les premières années de la V^e (dès la C.I.R.), de la volonté des cléricaux modernistes d'investir la « gauche » pour s'en faire un tremplin et investir l'Etat. Toutefois, né dans le séral, il connaît leurs capacités de souplesse, d'hypocrisie, de ténacité, et les utilisera par petits paquets, jouant sur leurs divergences tactiques. Mais il n'est pas possible de composer avec ces gens sans leur donner des gages. Surtout quand on est idéologiquement très proche d'eux. Selon Claudius-Petit qui fut de l'U.D.S.R. : « En 1943, j'ai rencontré François Mitterrand sur les quais du Rhône pour le compte des Mouvements unis de résis-

tance et il m'a expliqué que les lois corporatistes de Vichy étaient tout à fait intéressantes » (7). Le « projet » de Mitterrand étant de parvenir au « pouvoir suprême », il s'appuya sur tous ceux qui pouvaient le servir, en s'efforçant que leurs ambitions propres ne lui cassent pas son coup, mais en lâchant autant de lest qu'il était nécessaire. Il combattit le « complot chrétien » (8) seulement quand celui-ci soutenait un autre que lui, P.M.F. ou Focard, et il fit comprendre aux plus roués que leur « projet » passait par le sien.

C'est ainsi que de nombreux militants laïques ont mis du temps à piger, pour ceux qui l'ont pigé, que le fameux « grand service public laïque unifié de l'éducation nationale » était destiné à livrer insidieusement l'enseignement public aux « curés de gauche ». De même que le « socialisme autogestionnaire » — repris par le programme commun — n'était qu'un nouvel habillement langagier du principe de subsidiarité cher à la doctrine sociale de l'Eglise, c'est-à-dire de ce corporatisme qui lui paraît « tout à fait intéressant ». Et quand les mots sont usés on en trouve d'autres (droits d'expression des travailleurs, cercles de qualité, etc.), l'important étant — avant la rose — qu'ils servent le même objectif.

En 1981 les cléricaux modernistes savaient qu'ils venaient de remporter une victoire historique, au point que certains d'entre eux vendirent aussitôt la mèche, tel Georges Montaron dans l'édition de *Témoignage Chrétien* le 11 mai : « Le travail dans lequel nous sommes engagés depuis quarante ans porte ses fruits. (...) des chrétiens, de plus en plus nombreux, s'engagent dans les luttes pour la justice sociale, tandis que l'Eglise est de plus en plus présente en classe ouvrière. »

Ce n'est certainement pas une élection qui peut permettre de les déloger des positions qu'ils ont mis des décennies à conquérir. Il y



Extrait de l'hebdomadaire de la Fédération socialiste de la Nièvre (le 27 novembre 1958).

se refaire une virginité, notamment au contact de jeunes loups, il passera à l'U.D.S.R. (5), petit parti centriste dont il prendra patiemment le contrôle, profitant d'abord de la fougue de quelques gaullistes pour les éjecter tous, puis engluant jusqu'à l'écœurer son concurrent René Pleven dans la toile d'araignée de son premier réseau d'influence.

Vint ensuite le temps des épreuves. Les compte-rendus du comité de défense nationale — auquel

taient un réseau stalinien ou si deux hauts flics — Dides et Baylot — révoqués par Mitterrand, avaient monté le coup pour essayer de le compromettre, car ils manipulaient au moins un des maillons du « réseau ». Les deux événements ont aussi pu être imbriqués, les affaires d'espionnage n'étant jamais entièrement débarrassées sur la place publique, même quand des comparses passent à la moulinette.

Tout cela sera balayé par le bruit et la fureur de la guerre d'Algérie. En novembre 1954, P.M.F. (ce chéri des cathos « de gôche ») et Mitterrand déclarent à la tribune de l'assemblée : « L'Algérie c'est la France ! » L'enlèvement outre-Méditerranée permet de refaire surface à la « Grande Zora », tapie entre ses deux-Eglises. Dès le retour de De Gaulle aux affaires, Mitterrand entre dans l'opposition pour presque un quart de siècle : battu aux législatives de fin 1958, il rebondit en gagnant la mairie de Château-Chinon en mars 1959 et un siège de sénateur en avril.

Les profits d'une traversée du désert

Toutefois il trébuchera, à la fin de cette même année, du côté des jardins de l'Observatoire. Encore une sombre histoire digne des plus mauvais mélés de Paul Féval. Un certain Pesquet lui avoue avoir été désigné par les ultras pour l'assassiner et lui propose de simuler un attentat pour se dédouaner auprès de ses patrons sans faire couler le sang. Ce n'est qu'une provocation qui fera les choux gras de l'hebdo d'extrême droite *Rivarol*.

Après la levée de l'immunité parlementaire pour outrage à magistrats, l'affaire s'achèvera par l'inculpation de Mitterrand... sans engagement de poursuites. Le Premier ministre de l'époque était Michel Debré qui, vers la fin de 1956, avait plus ou moins trempé dans une affaire de bazooka devant tracter le général Salan à Alger, mais qui ne tua

sembler, c'est-à-dire tromper. Alors Tonton cultive le flou, l'ambiguïté... C'est la politique à géométrie variable qui s'avoue franchement.

Et puis, en 1981, il avait été élu sur un programme socialiste pour finalement mener une politique social-démocrate. En 1988, présentant un bilan de gouvernement social-démocrate, il ne peut que continuer une dérive droitière. Qui, de toute façon, se souvient des 110 propositions du candidat Mitterrand ? Pour le plaisir des éternels cocus du suffrage universel, citons-en quelques-unes qui resteront dans les oubliettes de l'Histoire. Souvenons-nous du mandat présidentiel à 5 ans, de la systématisation du référendum, de la moralisation de la vie publique, de l'indépendance pour les peuples d'outre-mer qui la désirent, de l'arrêt du programme nucléaire, du référendum sur l'atome civil, de la réduction de la durée du travail à 35 heures, de la prétendue moralisation des ventes d'armes, etc.

Dans ces conditions, il vaut mieux ne pas promettre. Rendons à Sun Tzu (stratège chinois du V^e siècle avant J.-C.) ce que partage Mitterrand : « *Tout l'art de la guerre est basé sur la duperie* », « *Ne laissez pas vos ennemis s'unir* ». « *Capturez l'armée ennemie vaut mieux que de la détruire* ».

P. B.

De l'art politique

DEMANDEZ le programme... Ah ! oui, mais justement de programme il n'y en a pas. On nous promet bien un « projet » concocté personnellement par Tonton aux alentours du 8 avril, mais parions que cette Arlésienne demeurera dans l'ambiguïté. Le flou lui sied si bien. Et si l'on devait résumer en une phrase ce futur programme non-programme, de l'ex-faux vrai candidat, on pourrait tout simplement écrire : « *Mitterrand président* ». Voilà qui synthétiserait parfaitement la pensée profonde du rassembleur de « tous » les Français.

Alors que les autres candidats s'échinent à présenter des propositions qu'ils qualifient soit de réalistes, soit de sociales, lui veut regrouper sur son nom tout et n'importe quoi. Une fois élu, il dissoudra l'Assemblée nationale. Les élections législatives amènent une majorité socialiste, bien, il fera avec. Ce sera un conglomérat socialo-centriste ? Pas de problème... l'important étant de rester au pouvoir. Et cela marche, les sondages nous montrent que le potentiel électoral de Mitterrand, composé entre autres de franges traditionnellement centristes, dépasse largement celui du « peuple de gauche ».

Comment, dans ces conditions, proposer un programme qui, forcément, contentera les uns pour mécontenter les autres ? Il faut ras-



sembler des moyens de division. François Mitterrand saura profiter, dès les premières années de la V^e (dès la C.I.R.), de la volonté des cléricaux modernistes d'investir la « gauche » pour s'en faire un tremplin et investir l'Etat. Toutefois, né dans le séral, il connaît leurs capacités de souplesse, d'hypocrisie, de ténacité, et les utilisera par petits paquets, jouant sur leurs divergences tactiques. Mais il n'est pas possible de composer avec ces gens sans leur donner des gages. Surtout quand on est idéologiquement très proche d'eux. Selon Claudius-Petit qui fut de l'U.D.S.R. : « En 1943, j'ai rencontré François Mitterrand sur les quais du Rhône pour le compte des Mouvements unis de résis-

faudra du temps et beaucoup de persévérance. Mais notre combat n'aurait aucun sens si nous ne le menions pas aussi contre eux.

Marc PRÉVOTEL

(1) Catherine Nay, *Le Noir et le Rouge*, Grasset, Paris 1984, p. 80.

(2) *Ibid.*, p. 375-381.

(3) *Ibid.*, p. 149.

(4) *Rassemblement des gauches républicaines*.

(5) *Union démocratique et socialiste de la Résistance*.

(6) *Fédération de la gauche démocratique et socialiste*.

(7) Nay, op. cit., p. 102-103.

(8) Jean Daniélou, *Les religions d'un président*, Grasset, Paris 1988, p. 71-94.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.